Rôle de la séance publique du 05/04/2024 à 09h00

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Madame GELARD
Greffière : Madame PETTON

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE**01) N° 2300048 RAPPORTEUR : M. COIFFET**

Demandeur	COMMUNE DE RENNES	SELARL VALADOU JOSSELIN & ASSOCIES
Défendeur	M. L Taeb	SKOR AVOCATS

La ville de Rennes demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n°2003139, 2004389 et 2004597 du 10/11/2022 rendu par le tribunal administratif de Rennes ; 2°) par l'effet dévolutif de l'appel, après avoir confirmé la légalité des décisions du 13/02/2020 portant suspension initiale, des 1er et 13/07/2020 portant prolongation de la mesure de suspension initiale à titre conservatoire adoptée le 13/02/2020 et du 16/09/2020 portant sanction d'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 12 mois dont 6 mois avec sursis à compter du 21/09/2020, rejeter les prétentions de M. L formulées en première instance ; 3°) de condamner M. L à lui verser la somme de 2000€ sur le fondement des dispositions des articles L.761-1 du CJA et 37 de la loi du 10/07/1991.

02) N° 2300205 RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M. P Luc	Me MATEL
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ILLE-ET-VILAINE	

M. P Luc demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2105455 du 28/12/2022 rendu par le tribunal administratif de Rennes ; 2°) d'annuler la décision du recteur d'académie de Rennes du 08/10/2021 rejetant son recours gracieux du 14/08/2021 ; 3°) d'annuler la décision du recteur d'académie de Rennes du 17/06/2021 confirmant la légalité du titre exécutoire émis le 17/02/2021 ; 4°) d'annuler le titre exécutoire n° BRET212900000379 émis le 17/02/2021, à la demande du rectorat d'académie de Rennes pour un montant de 26.863,07 euros ; 5°) d'annuler la décision du recteur d'académie de Rennes du 06/10/2020 ; 6°) de condamner le Ministère de l'Education Nationale à lui verser la somme de 2000 euros sur le fondement des dispositions des articles L. 761-1 du CJA.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

03) N° 2300223

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M. N Frédéric	PENAUD & DOUARD AVOCATS ASSOCIES
Défendeur	SOCIÉTÉ LIDL FRANCE SNC	SUTRA CORRE ET ASSOCIES
Autres parties	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	

M. Frédéric N demande à la cour d'annuler le jugement n° 2102900 du 25/11/2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 09/04/2021 par laquelle l'Inspectrice du travail a autorisé son licenciement et de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3000 euros en application des dispositions de l'article L.761-1 du code de Justice Administrative.

04) N° 2300658

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	ETABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU LAC DE MAINE	LEXCAP ANGERS
Défendeur	Mme K Monique	SELARL ATLANTIQUE ASSOCIES
Autres parties	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES	

L'Etablissement public industriel et commercial du lac de Maine demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 1909450 du 9 février 2023 rendu par le tribunal administratif de Nantes 2°) d'annuler la décision de la Ministre du travail du 1er juillet 2019 3°) d'autoriser le licenciement pour inaptitude médicale de Mme Monique K 4°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L.7961-1 du CJA.

05) N° 2303509

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	M. R Abdellilah	MACAREZ
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de M. Abdellilah R contre le jugement n° 2216254 en date du 27 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 13 octobre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté son recours contre la décision de l'autorité consulaire française à Rabat (Maroc) refusant de lui délivrer un visa de long séjour dit de « retour ».

06) N° 2303512

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur	Mme A Ekaterina	Me LAVENANT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de Mme Ekaterina A contre le jugement n° 2215258 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Moscou rejetant la demande de visa d'entrée et de séjour présentée pour un visa long séjour pour études.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

07) N° 2303517

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

Défendeur Mme S Reine

Me LEKEUFACK

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2301059 du 16 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de Mme Reine S , annulé le rejet de sa demande de visa de long séjour en qualité d'étudiante opposé le 4 janvier 2023 par l'autorité consulaire française à Douala (Cameroun) et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de lui faire délivrer le visa de long séjour sollicités dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.

08) N° 2300043

RAPPORTEUR : M. COIFFET

Demandeur CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
BRETAGNE

Défendeur Mme L Mélanie

SELARL CORNET
VINCENT SEGUREL

Me HILLION

La CCI de région Bretagne demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2003417 du 10/11/2022 rendu par le tribunal administratif de Rennes ; 2°) de condamner Mme L à lui verser la somme de 3000€ sur le fondement des dispositions de l'article L.761-1 du CJA.

Rôle de la séance publique du 05/04/2024 à 09h45

Président : Monsieur GASPON
Assesseurs : Monsieur COIFFET et Madame GELARD
Greffière : Madame PETTON

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE**01) N° 2300384 RAPPORTEURE : Mme GELARD**

Demandeur	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT SILENE	SELARL MRV
Défendeur	M. H Dominique	Me AMISSE-GAUTHIER

L'office public de l'habitat SILENE demande à la cour : 1°) à titre principal; d'annuler le jugement n° 1807897 rendu le 15 décembre 2022 par le tribunal administratif de Nantes en tant qu'il a condamné l'OPH SILENE à verser la somme de 15 000 euros à M.Dominique H en réparation de ses préjudices et rejeter sa requête comme irrecevable du fait de la prescription ; 2°) à titre subsidiaire, d'annuler ce même jugement en tant qu'il a condamné l'OPH à verser la somme de 15 000 euros à M. H en réparation de ses préjudices et rejeter sa requête comme étant infondée ; 3°) de condamner l'Etat à verser à l'OPH SILENE la somme de 2000 euros par application de l'article L.761-1 du CJA.

02) N° 2300467 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M. A Toildine	Me RABBE
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ILLE-ET-VILAINE MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Requête de M. A Toildine contre le jugement n° 2003015 du 22/12/2022 par lequel le tribunal administratif de Rennes a rejeté son recours contre la décision du 06/01/2020 par laquelle le directeur régional des finances publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine a refusé de faire droit à sa demande de congés bonifiés, la décision du 25/02/2020 par laquelle le directeur régional des finances publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine a rejeté sa demande complétée de congés bonifiés et la décision du 09/06/2020 par laquelle le directeur régional des finances publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine a rejeté son recours gracieux.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

03) N° 2300554 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M.	C	Pierre	MATTLER LAURE
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES			

Requête de M. Pierre C contre le jugement n° 2000555 du 17/01/2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 11 juillet 2018 par laquelle la ministre des armées a refusé de réviser le taux d'invalidité de sa pension militaire d'invalidité.

04) N° 2300562 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	Mme	D	Céline	CABINET BRAND FAUTRAT ET LAMBINET
Défendeur	CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES			Me TASSEL
Autres parties	DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES			

Requête de Mme Céline D contre le jugement n° 2101629 du 30 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 27/01/2021 par laquelle l'inspection du travail a accepté la demande de constatation du terme de son contrat de travail à durée déterminée.

05) N° 2303510 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M.	K	Adama	Me PRONOST
	Mme	K	Mariam	Me PRONOST
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER			

Requête de M. Adama K et Mme Mariam K, agissant tant en leur nom personnel qu'en qualité de représentants des enfants mineurs contre le jugement n° 2301551 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable, réceptionné le 30 novembre 2022, formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Abidjan rejetant la demande de visa d'entrée et de long séjour présentée pour Mme K et l'enfant Sandia au titre de la réunification familiale.

06) N° 2303531 RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	M. et Mme	K	Shams Khan et Anisa	Me KERAVEC
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER			

Requête de M. Shams Khan K et Mme Anisa K, agissant tant en leur nom personnel qu'en qualité de représentants des enfants mineurs Husna, Aïcha et Alia contre le jugement n° 2301498 en date du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Téhéran (Iran) rejetant la demande de visa d'entrée et de séjour présentée pour Mme Anisa K et les enfants Husna, Aïcha et Alia K, au titre de la réunification familiale.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme BOUGRINE

07) N° 2303551

RAPPORTEURE : Mme GELARD

Demandeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER			
Défendeur	M.	A	Telawat Khan	Me REGENT
	M.	A	Aziz	Me REGENT
	M.	A	Badam Gul	Me REGENT
	Mme	A	Talimane	Me REGENT

Requête du ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2302524 du 30 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de M. Telawat Khan A , M. Aziz A , M. Badam Gul A , et Mme Talimane A , annulé la décision du 21 décembre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre les décisions du 26 juillet 2022 de l'autorité consulaire française à Téhéran (République islamique d'Iran) refusant de délivrer à M. Telawat Khan A et à M. Aziz A des visas de long séjour au titre de la réunification familiale et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de faire délivrer à M. Telawat Khan A et à M. Aziz A les visas de long séjour sollicités dans un délai de deux mois à compter de la notification du jugement.